

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Wiwii Ahia me Ohiana

Pháp tại châu Á và châu Đại dương

LIVRE BLANC Wiwii Ahia me Ohiana

法国在亚大地区

Stratégie française en Asie-Océanie à l'horizon 2030

Vers un espace asiatique indopacifique inclusif

Perancis di Asia dan di Oseania
Франц Улс Ази, Номхон далайд

Oceania 法国在亚大地区

France long Asia mo Oceania

France long Asia mo Oceania

Pháp tại châu Á và châu Đại dương

France long Asia mo Oceania

Pháp tại châu Á và châu Đại dương

France long Asia mo Oceania

STRATÉGIE FRANÇAISE EN ASIE-OCÉANIE À L'HORIZON 2030

VERS UN ESPACE ASIATIQUE INDOPACIFIQUE INCLUSIF

(Le présent document est un extrait de la stratégie présentée en marge de la conférence des ambassadeurs et des ambassadrices le 28 août 2018 à Paris)

Avec plus de la moitié de la population mondiale, un poids croissant dans les échanges commerciaux et les investissements mondiaux, et une influence qui ne cesse de s'affirmer sur la scène internationale, **la région Asie-Océanie constitue pour la France une zone prioritaire** au regard de sa politique étrangère et de sa stratégie d'influence.

1/ Les équilibres de la région concernent directement et concrètement la France, et ceci à plusieurs titres:

- La paix et la sécurité.

La région Asie-Océanie correspond à une « réalité française » : outre la présence croissante de nos communautés expatriées (dont le nombre a triplé en 20 ans, pour atteindre environ 150.000 ressortissants) et de nos entreprises (plus de 7.000 filiales d'entreprises implantées en Asie-Océanie, ce qui place la France en tête de l'Union européenne), la région abrite 1,5 million de Français résidents, dans les territoires du Pacifique et de l'océan Indien, ainsi que 8.000 militaires en mission composant les forces armées françaises pré-positionnées. 93% de la zone économique exclusive française sont situés dans les océans indien et pacifique. Cela justifie pour la France de s'impliquer activement dans le règlement des crises régionales en Asie-Océanie, dans la sécurité des principales voies de navigation, ainsi que dans la lutte contre le terrorisme, la radicalisation et la criminalité organisée.

- L'avenir du multilatéralisme.

Si la région reste marquée par une très grande hétérogénéité sur le plan économique, elle comprend six membres du G 20 (Australie, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Japon), reflet de son poids croissant dans la gouvernance mondiale. Dans un contexte d'attachement de la France à un ordre international fondé sur les règles et le droit, sur la libre circulation et le libre-échange, et d'engagement de notre pays en faveur d'un multilatéralisme juste et équitable, l'Asie-Océanie est un partenaire et un interlocuteur incontournable. Le projet chinois de « Nouvelles Routes de la Soie » (*Belt & Road Initiative -BRI*), les stratégies japonaise, australienne ou indienne axées sur l'indopacifique, le multilatéralisme régional porté par l'ASEAN – région dont la centralité est à plusieurs titres déterminante- sont autant de modèles de développement et de concepts de relations internationales dont la France ne peut se désintéresser. Ils offrent de nombreuses opportunités à notre pays comme à l'Union européenne, et sous-tendent de multiples enjeux qu'il convient de prendre en compte.

- Une région incontournable au regard des enjeux globaux.

L'Asie-Océanie est aujourd'hui au cœur des chaînes de valeur internationales et occupe de ce fait une position centrale dans la mondialisation. Son poids croissant dans les échanges commerciaux et les investissements mondiaux fait de cette région un acteur de premier plan, qui pèse sur le processus de définition des normes. En raison de sa masse démographique et économique et de son niveau d'intensité énergétique, elle représente un enjeu mondial majeur en matière de biodiversité et de changement climatique, qu'il s'agisse de la trajectoire des grands pays émergents d'Asie ou du rôle d'entraînement et de mobilisation des petits Etats insulaires du Pacifique, particulièrement menacés. L'Asie-Océanie demeure récipiendaire des politiques internationales d'aide au développement et de coopération, mais en est de plus en plus un acteur incontournable avec lequel la France a vocation à travailler, y compris par l'intermédiaire de ses collectivités d'Outre-mer. La région constitue également, de par son poids démographique et son influence sur la scène internationale, un enjeu important pour l'amélioration de la situation des droits de l'Homme et de l'Etat de droit dans le monde, question pour laquelle la France a une responsabilité particulière et qui représente une réponse durable à la radicalisation et aux tensions internes. La présence dans la région de quatre pays membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie – plus deux observateurs et un membre associé- constitue un levier pour promouvoir la langue française et au-delà les valeurs liées au plurilinguisme et à la préservation du patrimoine culturel. Plus largement l'importance et le rayonnement des cultures asiatiques et océaniques offre un écho particulier aux enjeux de la diversité culturelle et à la diplomatie d'influence que la France a vocation à déployer dans ce cadre.

- Une région d'opportunités économiques.

Plusieurs phénomènes à l'œuvre en Asie-Océanie justifient une mobilisation des entreprises et des opérateurs français de la coopération: les besoins en infrastructures principalement dans les domaines des transports, de l'énergie et des télécommunications sont considérables; la transition démographique et l'amélioration des systèmes de protection sociale entraînent le développement de l'économie du vieillissement ; la coexistence des maladies infectieuses et des pathologies non-transmissibles placent la santé au cœur des priorités nationales ; l'émergence d'une classe moyenne jeune, urbaine et mondialisée suscite une demande en produits et services de qualité, notamment dans les domaines de l'éducation, de la culture et du tourisme ; enfin le défi du développement durable , en particulier en milieu urbain, créent de nombreux besoins en matière de réseaux, notamment intelligents, et d'énergies renouvelables.

La France entretient en Asie-Océanie un réseau diplomatique et consulaire important aujourd'hui implanté dans 25 pays¹. Aux ambassades et consulats s'ajoutent deux bureaux²,

¹ Afghanistan, Australie, Bangladesh, Birmanie, Brunei, Cambodge, Chine, Corée du Sud, Fidji, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Mongolie, Népal, Nouvelle Zélande, Papouasie Nouvelle Guinée, Pakistan, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Vanuatu, Vietnam.

² Corée du Nord (bureau de coopération et d'action culturelle), Taiwan

les instituts et alliances françaises, les agences de coopération et de développement, les structures d'aide aux entreprises, au tourisme et à la recherche, ainsi que les lycées français. Ce maillage dense vise à défendre nos intérêts, à soutenir nos ressortissants et nos entreprises, et à promouvoir notre influence, nos valeurs et notre attractivité.

2/ Il y a vingt-cinq ans l'Asie fut définie comme la nouvelle frontière de la diplomatie française, orientation matérialisée en 1996 par la naissance, à l'initiative de la France et de Singapour, du Dialogue Europe-Asie (ASEM). La région est aujourd'hui **le théâtre de profondes mutations** qui nécessite une vigilance accrue et une mobilisation renforcée de notre pays:

- **L'Asie-Océanie est traversée par des crises et des tensions susceptibles de se traduire par des conflits aux implications régionales, voire mondiales.** En l'absence d'une architecture régionale de sécurité suffisamment développée pour prévenir les conflits, les rapports de force priment, incitant les Etats à renforcer leurs capacités de défense et entretenant la méfiance stratégique.

- **Le phénomène le plus marquant de ce début de siècle est l'affirmation de la Chine,** qui participe de plus en plus activement au jeu multilatéral classique, tout en promouvant sa propre vision du monde, illustrée notamment par le projet des Nouvelles Routes de la Soie. Dans un contexte où coexistent à l'échelle mondiale tendances hégémoniques et velléités unilatéralistes, la trajectoire que prendront la Chine et les Etats-Unis et l'orientation qui sera donnée à leur relation bilatérale seront déterminantes pour les équilibres en Asie-Océanie qui ne pourraient que pâtir d'une bipolarisation régionale et d'une remise en question des fondements du multilatéralisme et du droit international.

- **L'islam radical progresse en Asie depuis les années soixante-dix, avec comme conséquences une montée de l'intolérance religieuse et du terrorisme.** L'entrée en scène de Daech a provoqué une surenchère de violence avec les groupes établis, jouant sur les frustrations diverses des populations musulmanes de la région. Le risque d'une déstabilisation de zones où l'Etat est peu présent, voire d'une extension des actes terroristes à l'ensemble de la région, est réel.

- **La transition démographique et urbaine et l'émergence de la classe moyenne** se poursuivent à un rythme soutenu dans les pays en développement. Formidable opportunité pour les entreprises françaises, ces évolutions pourraient également catalyser une montée en gamme politique, économique et sociale des Etats de la région qu'il convient de prendre en compte. Elles sont notamment associées à des problématiques environnementales, climatiques et de développement durable auxquelles il est important de répondre.

3/ Dans ce contexte aux enjeux multiples, **le moment est venu pour la France de construire une nouvelle relation à l'Asie** comme l'a indiqué le Président Emmanuel Macron dans son discours inaugural de la Conférence des Ambassadeurs et des Ambassadrices le 27 août 2018. Développée dans ce contexte, la « stratégie française en Asie-Océanie à l'horizon 2030 - Vers un espace asiatique indopacifique inclusif » s'inscrit dans le cadre de **la vision de l'Indopacifique** exposée par le Président de la République dès son

discours de Garden Island (Sydney, 2 mai 2018). La notion d'indopacifique correspond pour la France à une réalité géographique du fait de la présence de nos territoires d'outre-mer dans les deux océans concernés : îles de Mayotte et de La Réunion, îles Eparses et terres australes et antarctiques françaises, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Polynésie française et Clipperton. Elle est également le reflet d'une réalité géopolitique et géoéconomique résultant du déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale de l'Atlantique vers le Pacifique, concrétisé par la prépondérance des voies commerciales maritimes reliant l'Europe et le golfe Persique à l'océan Pacifique, via l'océan Indien et le Sud-Est asiatique. Ce concept doit toutefois rester étroitement associé à l'Asie afin de souligner l'importance de l'ancrage continental d'un ensemble géographique qui doit être un espace inclusif, d'équilibre, de développement, de sécurité et de diversité, où les tendances hégémoniques doivent être découragées au même titre que les tentations de division ou de confrontation.

La stratégie française en Asie-Océanie vise ainsi à renforcer la présence et l'action de la France dans la région sur les plans politique, stratégique, économique et environnemental, en consolidant notamment nos partenariats stratégiques, sans exclusion mais dans le respect de nos principes. Dans un contexte international marqué par les incertitudes et la montée de l'unilatéralisme, notre priorité est de proposer une **alternative** visant à promouvoir en Asie-Océanie un ordre multipolaire stable fondé sur le droit. Notre vocation est d'y être la **puissance médiatrice** que le Président de la République appelle de ses vœux, une puissance diplomatique, militaire, culturelle, éducative - nationale et européenne- capable de défendre ses intérêts et de faire partager ses valeurs.

Dans ce contexte, la France a vocation à :

► **Poursuivre le renforcement et le rééquilibrage par le haut de son partenariat stratégique global avec la Chine**, un partenariat essentiel qui suppose, y compris via l'Union européenne, l'introduction de davantage de réciprocité tant dans le cadre d'un dialogue politique confiant et constructif que dans celui de l'approfondissement des relations économiques et commerciales et des échanges humains ;

► **Développer et approfondir ses autres partenariats stratégiques ou globaux dans la région**, notamment avec l'Australie, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Indonésie et Singapour sur la base d'une communauté de valeurs et d'intérêts, mettant en œuvre des formats de dialogue et de coopération ad hoc, en vue de développer les convergences au niveau stratégique et de contribuer à la paix et à la stabilité de l'espace asiatique indopacifique, notamment dans sa dimension maritime. Les relations avec le Vietnam, la Malaisie, la Thaïlande et la Nouvelle Zélande ont également vocation à être développées dans ce cadre ;

► **Œuvrer au renforcement du positionnement de l'Union Européenne dans la région**, en soutenant la conclusion d'un partenariat stratégique avec l'ASEAN, son admission au Sommet de l'Asie de l'Est (EAS), la reprise des négociations en vue d'accords de libre-échange, notamment avec certains pays de l'ASEAN, dans la perspective d'un accord bi-régional ambitieux, une redynamisation de l'ASEM, qui doit devenir plus clairement un espace d'expression de l'ambition européenne en Asie, la mise en œuvre de la stratégie

européenne de connectivité entre l'UE et l'Asie et la détermination d'une stratégie européenne dans le Pacifique;

► **S'impliquer davantage dans les organisations régionales** ce qui suppose notamment l'intensification de ses relations avec l'ASEAN –et l'ensemble de ses Etats-membres dont certains entretiennent avec la France des relations ancrées dans l'histoire-, y compris dans le cadre de l'ASEAN *Defence Ministers Meeting-Plus* (ADMM +); une mobilisation accrue auprès d'enceintes pertinentes comme le Forum des garde-côtes asiatiques (HACGAM), l'Association du bassin de l'océan indien (IORA), ou l'Accord de coopération régionale contre le piratage et le vol à main armée contre les navires en Asie ReCAAP ; et plus largement une présence renforcée auprès de l'ensemble des enceintes régionales et sous régionales avec lesquelles la France sera en mesure de contribuer au développement du multilatéralisme renforcé et rénové qu'elle appelle de ses vœux ;

► **Contribuer à une réponse globale face au terrorisme islamiste dans la région**, en s'attaquant simultanément:

- Aux symptômes, via le développement avec les pays les plus concernés, des coopérations dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation;
- Aux causes politiques en accordant une attention particulière à la situation en Afghanistan et aux difficultés rencontrées par les minorités musulmanes en Asie;
- Aux causes systémiques, en contribuant à la promotion de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance.

► **Accompagner les transitions en cours dans la région** en œuvrant à la promotion des biens communs régionaux et mondiaux, s'agissant notamment de l'environnement, de la santé, de l'éducation, et du numérique,

- En contribuant à leur développement durable et à une réponse efficace au changement climatique, et en promouvant dans ce contexte les solutions et l'expertise françaises ;
- En soutenant le développement de la société civile dans le cadre de la promotion des droits de l'Homme et de l'Etat de droit, du multilinguisme et de la diversité culturelle, en accordant une attention particulière à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans ce contexte, sept orientations –ci-dessous énumérées- sont proposées pour mettre en œuvre la stratégie française en Asie-Océanie autour des quatre priorités de l'action diplomatique française définies par le Président de la République :

- la sécurité des Français ;
- l'indépendance de la France qui se conjugue avec l'ambition européenne ;
- la solidarité transnationale via la promotion des biens communs ;
- l'influence et l'attractivité de la France.

Chacune de ces orientations fera l'objet dans les mois et les années à venir d'initiatives concrètes visant à permettre à la France de jouer pleinement son rôle de puissance de médiation dans un espace asiatique indopacifique inclusif.

RECOMMANDATIONS

SECURITE

ORIENTATION N°1 : Œuvrer à la paix et à la sécurité en contribuant notamment à l'émergence d'un équilibre régional multipolaire stable

1.1/ La France contribuera par une approche globale à la multipolarité en Asie-Océanie ;

1.2/ La France œuvrera à l'apaisement des tensions, à la prévention des conflits et à la gestion des crises dans la région et ce dans le respect des résolutions de l'ONU ;

1.3/ La France assurera la protection de ses ressortissants, de ses collectivités de l'océan Indien et du Pacifique, et de leurs ressources.

ORIENTATION N°2 : Contribuer à une réponse globale face au terrorisme islamiste en Asie-Océanie

2.1/ La France contribuera aux efforts de prévention de l'extrémisme violent et de lutte contre le terrorisme islamiste ;

2.2/ La France contribuera au traitement des origines politiques de la radicalisation ;

2.3/ La France abordera les causes profondes de la radicalisation avec les pays d'Asie-Océanie.

INDEPENDANCE

ORIENTATION N°3 : Élargir et approfondir nos partenariats stratégiques dans la région

3.1/ La France développera ses partenariats stratégiques en Asie-Océanie ;

3.2/ La France mettra en œuvre une approche stratégique de sa présence dans le Pacifique et dans l'océan Indien, intégrant ses collectivités d'outre-mer ;

3.3/ La France œuvrera à la mise en place de partenariats *ad hoc* renforçant sa sécurité et sa stature en Asie, en créant des ponts avec ses principaux partenaires.

ORIENTATION N°4 : Peser davantage sur la scène régionale et mieux défendre nos intérêts à travers l'Union Européenne et les organisations régionales

4.1/ La France renforcera le rôle protecteur de l'Union Européenne face aux grandes puissances asiatiques ;

4.2/ La France soutiendra la fonction de plaidoyer et la visibilité de l'Union Européenne dans la région, en particulier dans le cadre de la stratégie de connectivité UE-Asie ;

4.3/ La France favorisera un positionnement stratégique de l'Union Européenne dans la région ;

4.4/ La France contribuera au développement d'une approche unie de l'Union Européenne et des Etats membres face aux défis majeurs de la région ;

4.5/ La France s'appuiera sur son appartenance à l'Union Européenne dans sa coopération avec les institutions régionales.

SOLIDARITE

ORIENTATION N°5 : Promouvoir les biens communs mondiaux auprès de nos partenaires de la région et de concert avec eux

5.1/ La France favorisera une convergence avec ses partenaires asiatiques et océaniques (notamment du G20) sur les enjeux globaux ;

5.2/ La France contribuera à l'amélioration de la qualité de vie des populations et à une réponse efficace au changement climatique ;

5.3/ La France contribuera à la promotion des droits fondamentaux et de l'Etat de droit dans la région dans le cadre d'une approche positive et globale.

INFLUENCE

ORIENTATION N°6 : Accompagner les transitions économiques, démographiques, territoriales, énergétiques et technologiques des pays de la région

6.1/ La France facilitera l'accès de ses entreprises aux marchés d'Asie-Océanie en promouvant les solutions technologiques innovantes et l'expertise françaises dans les secteurs prioritaires ;

6.2/ La France promouvra et diversifiera son offre éducative au bénéfice des classes moyennes émergentes et des élites locales.

ORIENTATION N°7 : Faire rayonner la France dans la région au service de son influence en s'adaptant à de nouveaux publics

7.1/ La France renforcera sa diplomatie publique à destination des jeunes ;

7.2/ La France adaptera son offre et sa promotion touristiques aux mutations démographiques et sociales en cours dans la région ;

7.3/ La France axera ses efforts de promotion de son image sur le thème de l'innovation ;

7.4/ La France s'appuiera sur les réseaux de chercheurs français en Asie-Océanie pour promouvoir son influence et ses idées.

- 4.3/ France will foster strategic positioning of the European Union in the region;
- 4.4/ France will contribute to the development of a united approach by the European Union and its Member States to address the region's major challenges;
- 4.5/ France will draw on its European Union membership in its cooperation with regional institutions.
- 5.1/ France will foster cooperation with its partners in Asia and Oceania (including within the G20) on global issues;
- 5.2/ France will contribute to improving the quality of life of populations and developing an effective response to climate change;
- 5.3/ France will contribute to promoting fundamental rights and the rule of law in the region, as part of a positive and comprehensive approach.

INFLUENCE

- ACTION 6: Support economic, demographic, territorial, energy and technological transitions in regional countries**
- 6.1/ France will facilitate the access of its businesses to markets in Asia and Oceania and promote French expertise and innovative technological solutions in key sectors;
- 6.2/ France will promote and diversify its educational opportunities for emerging middle classes and local elites.
- ACTION 7: Foster France's outreach in the region to enhance its influence, while adapting to new audiences**
- 7.1/ France will step up its public diplomacy aimed at young people;
- 7.2/ France will adapt its tourism offering and marketing strategy to the ongoing demographic and social shifts in the region;
- 7.3/ France will focus its efforts to promote its image on the theme of innovation;
- 7.4/ France will draw on networks of French researchers in Asia and Oceania to promote its ideas and increase its influence.

SOLIDARITY

RECOMMENDATIONS

SECURITY

ACTION 1: Foster peace and security, notably by contributing to the emergence of a stable, multipolar regional equilibrium

1.1/ France will contribute through a comprehensive approach to multi-polarity in Asia and Oceania;

1.2/ France will work to soothe tensions, prevent conflicts and manage crises in the region, in compliance with UN resolutions;

1.3/ France will ensure the protection of its citizens and its Indian Ocean and Pacific territorial communities and their resources.

ACTION 2: Contribute to a comprehensive response to Islamist terrorism in Asia and Oceania

2.1/ France will contribute to efforts to prevent violent extremism and combat Islamist terrorism;

2.2/ France will contribute to addressing the political causes of radicalization;

2.3/ France will tackle the root causes of radicalization alongside countries in Asia and Oceania.

INDEPENDENCE

ACTION 3: Expand and deepen our strategic partnerships in the region

3.1/ France will develop its strategic partnerships in Asia and Oceania;

3.2/ France will implement a strategic approach to its presence in the Pacific and Indian Oceans, involving its overseas communities;

3.3/ France will work to establish ad hoc partnerships consolidating its security and stature in Asia, by forging closer ties with its major partners.

ACTION 4: Yield greater influence on the regional stage and better defend our interests through the European Union and regional organizations

4.1/ France will strengthen the protective role of the European Union in the face of the major Asian powers;

4.2/ France will support the European Union's advocacy and visibility in the region, particularly within the framework of the EU Connecting Europe and Asia strategy;

- The systemic causes, by contributing to the promotion of the rule of law and good governance.
- ▶ **Support ongoing transitions in the region** by working to promote regional and global common goods, including the environment, healthcare, education and digital technology:
 - By contributing to sustainable development and an effective response to climate change, and by promoting French expertise and solutions in this context;
 - By supporting the development of civil society participation when promoting human rights and the rule of law, multilingualism and cultural diversity, with a special focus on gender equality.
- In this context, seven actions—detailed below—are put forward to facilitate the implementation of the French strategy in Asia and Oceania, keeping in mind the four priorities of France's foreign policy identified by President Emmanuel Macron:
 - The safety of French citizens;
 - France's independence, combined with European ambition;
 - Transnational solidarity via the promotion of common goods;
 - France's influence and attractiveness.
- Each of these actions will be implemented in the coming months and years through concrete initiatives aiming to enable France to fully play its role as a mediating power in an inclusive Asian Indo-Pacific area.

The French strategy in Asia and Oceania thus aims to strengthen France's regional presence and activities in the political, strategic, economic and environmental spheres. This should notably be done by consolidating our strategic partnerships, in a manner that does not exclude anyone but upholds our principles. In an international context marked by uncertainties and rising unilateralism, our priority is to propose an **alternative** aimed at promoting a stable, law-based and multipolar order. In accordance with the vision of the President of the Republic, our goal is to act as a **mediating power** and a diplomatic, military, cultural and educational power, both at the national level and within the EU, that is capable of defending our interests and promoting our values.

In this context, France shall:

► **Continue strengthening and constructively rebalancing its comprehensive strategic partnership with China.** This essential partnership requires greater reciprocity, including via the European Union, in our trust-based and constructive political dialogue as well as in the deepening of our economic and trade relations and human exchanges;

► **Develop and deepen its other strategic and comprehensive partnerships in the region,** such as with Australia, India, Japan, South Korea, Indonesia and Singapore, on the basis of shared values and interests, establishing ad hoc formats for dialogue and cooperation with a view to developing strategic convergence and contributing to the peace and stability of the Asian Indo-Pacific space, especially in its maritime dimension. Relations with Vietnam, Malaysia, Thailand and New Zealand shall also be developed within this framework;

► **Work to strengthen the position of the European Union in the region,** by supporting: a strategic partnership with ASEAN; its bid for membership of the East Asia Summit (EAS); the resumption of negotiations for free-trade agreements, including with certain ASEAN countries, with a view to reaching an ambitious bi-regional agreement; the revitalization of ASEM, which must become a clearer forum of expression of Europe's ambition in Asia; the implementation of the EU "Connecting Europe and Asia" strategy; and the elaboration of a strategy for the EU in the Pacific;

► **Play a greater role in regional organizations.** This requires in particular stronger relations with ASEAN and all its Member States, some of which have historical ties with France, including through the ADMM+ (ASEAN Defence Minister Meeting Plus) framework. Greater contribution in relevant forums such as the Heads of Asian Coast Guard Agencies Meeting (HACGAM), the Indian Ocean Rim Association (IORA) and the Regional Cooperation Agreement on Combating Piracy and Armed Robbery against Ships in Asia (ReCAP) is also necessary. More generally, a greater presence is required in all regional and sub-regional forums, through which France will be able to contribute to developing an enhanced and renewed multilateralism;

► **Contribute to a comprehensive response to the threat of Islamist terrorism in the region,** by simultaneously tackling:

- The symptoms, via the development of cooperation projects with the most affected countries to combat terrorism and radicalization;
- The political causes, paying close attention to the situation in Afghanistan and the difficulties encountered by Muslim minorities in Asia;

initiated by France and Singapore. The region is now experiencing **profound changes** that require increased vigilance and mobilization from France:

- **The Asia and Oceania region is facing crises and tensions, from which conflicts with regional or global repercussions could arise.** In the absence of a regional security architecture sufficiently developed to prevent conflicts, balance of power prevails, which encourages States to strengthen their defence capabilities and fuels strategic distrust.

- **The most salient feature of the beginning of the 21st century has been the rise of an increasingly assertive China.** China is playing an active role in the conventional multilateral game while promoting its own worldview, as illustrated in particular by the Belt and Road Initiative. In a context where hegemonic tendencies and unilateralist temptations coexist in different parts of the world, the path taken by China and the United States and the direction they will give to their bilateral relationship will be crucial in influencing balances in Asia and Oceania which could be particularly affected by regional bipolarization and the undermining of multilateralism and international law.

- **Radical Islam has been gaining ground in Asia since the 1970s, resulting in increasing religious intolerance and terrorism.** The emergence of Daesh has led to violent one-upmanship with other established groups, taking advantage of the various frustrations of the region's Muslim populations. There is a real risk of destabilization in areas where there is little governmental presence, which may even lead to an expansion of terrorist activities in the wider region.

- **Developing countries in Asia and the Pacific are still going through demographic and urban transition and experiencing the emergence of a middle class.** These shifts are a great opportunity for French businesses, and could also catalyse higher political, economic and social standards in regional States, which must be taken into account, particularly in the fields of environment, climate and sustainable development.

3/ In this context of multiple challenges, **the time has come for France to build a new relationship with Asia**, as indicated by President Emmanuel Macron in his opening speech at the Conference of the Ambassadors on 27 August 2018. The “2030 French Strategy in Asia and Oceania – Towards an Inclusive Asian Indo-Pacific Region” is part of the **vision for the Indo-Pacific** region set out by the President during his Garden Island speech (Sydney, 2 May 2018). For France, the concept of Indo-Pacific refers to a geographic reality due to the presence of our overseas territorial communities in both oceans: Mayotte, Reunion island, French Southern and Antarctic Lands, Scattered Islands, New Caledonia, Wallis and Futuna, French Polynesia and Clipperton. This concept also reflects a geopolitical and geo-economic reality: the shift of the global economy's centre of gravity from the Atlantic to the Pacific, as illustrated by the predominance of maritime trade routes linking Europe and the Persian Gulf to the Pacific Ocean, via the Indian Ocean and South-East Asia. However, the Indo-Pacific notion must remain closely associated to Asia, in order to highlight the importance of the continental anchoring of a geographical area that must be an inclusive and balanced region aiming for development, security and diversity, where hegemonic tendencies along with temptations of division or confrontation are discouraged.

definition of international standards and norms. Considering its demographic and economic weight, as well as its high level of energy consumption, Asia-Pacific is of key importance for the global challenges pertaining to the protection of biodiversity and the fight against climate change. This is due to both the presence of major emerging economies in Asia, as well as the role of small island States of the Pacific in generating momentum and encouraging mobilization, given that they are particularly threatened. The Asia and Oceania region remains a beneficiary of international development aid and policies, but is also an increasingly crucial player with which France intends to continue to work, including via its overseas territorial communities. The region's demographic weight and influence on the international stage also make it central to promoting human rights and the rule of law throughout the world, issues for which France has a particular responsibility and which constitute a long-term answer to the issues of radicalization and internal tensions. The International Organisation of La Francophonie is present in the region, counting four members, two observers and one associate member—a presence that can be leveraged to promote not only the French language, but also the values linked to multilingualism and the preservation of cultural heritage. More generally, the importance and outreach of Asian and Oceanian cultures give particular resonance to the issues of cultural diversity and soft diplomacy that France aims to promote.

- **A region of economic opportunities**

Several phenomena are at play in Asia and Oceania and justify a proactive approach by French businesses and cooperation agencies. There are considerable infrastructure needs, especially in the transport, energy and telecommunications sectors. Demographic transition and improvements in social protection systems are fostering the development of the silver economy. The coexistence of infectious diseases and non-communicable pathologies have placed healthcare at the heart of national priorities. An emerging young, urban and globalized middle class is generating demand for quality products and services, including in the fields of education, culture and tourism. Lastly, the challenge of sustainable development, in urban areas in particular, is creating many needs in terms of networks and grids – especially smart grids – and renewable energy.

France's diplomatic and consular network currently extends to 25 countries in Asia and the Pacific.¹ In addition to embassies and consulates, this network includes two offices,² branches of the *Institut Français, Alliance Française* and cooperation and development agencies, as well as business, tourism and research support bodies and French Schools. This dense network aims to defend our interests, support our citizens and businesses, and increases our influence while promoting our values and economic attractiveness.

2/ Twenty-five years ago, Asia was declared the new frontier for French diplomacy, a focus that came to fruition in 1996 with the advent of the Asia-Europe Meeting (ASEM),

¹ Afghanistan, Australia, Bangladesh, Brunei, Cambodia, China, Fiji, India, Indonesia, Japan, Laos, Malaysia, Mongolia, Myanmar, Nepal, New Zealand, Pakistan, Papua New Guinea, Philippines, Singapore, South Korea, Sri Lanka, Thailand, Vanuatu and Vietnam.

² North Korea (Cooperation and Cultural Action Office), Taiwan.

2030 FRENCH STRATEGY IN ASIA-OCEANIA

TOWARDS AN INCLUSIVE ASIAN INDO-PACIFIC REGION

(This document is an excerpt of the strategy presented on the sidelines of the Conference of the Ambassadors in Paris on 28 August 2018)

The **Asia-Oceania region** accounts for more than half of the global population, has a growing share of world trade and investment, and exerts a constantly increasing influence on the international stage. From a foreign policy and strategic influence perspective, **the region is a priority for France.**

1/ France is directly and tangibly concerned by the influences at play in the region:

- Peace and security

France's presence in the Asia and Pacific region is a reality: in addition to the growing presence of our expatriate community (which has tripled in 20 years to reach close to 150,000 people) and our businesses (more than 7,000 subsidiaries of French companies are present in Asia and Oceania, making France the leader in the European Union), the region is home to 1.5 billion French people living in the French Pacific and Indian Ocean territorial communities, as well as to 8,000 French pre-positioned troops. Moreover, 93% of the French exclusive economic zone (EEZ) is situated in the Indian and Pacific Oceans. This justifies France's active involvement in settling regional crises in Asia and Oceania, in ensuring the safety of the main shipping routes, and in the fight against terrorism, radicalization and organized crime.

- The future of multilateralism

Although the region is still characterised by large disparities in levels of economic development, it comprises six members of the G20 (Australia, China, India, Indonesia, Japan and South Korea), reflecting its increasing importance in global governance. In the context of France's commitment to a rules- and law-based international order, freedom of movement and free trade, as well as to a fair and equitable multilateralism, the countries of Asia and Oceania are essential partners and interlocutors. France cannot ignore the development models and frameworks for international relations presented by regional powers: the Chinese Belt and Road Initiative (BRI), the Japanese, Australian and Indian strategies focused on the Indo-Pacific and the regional multilateralism promoted by ASEAN. These offer many opportunities for France and for the European Union, underpinning multiple issues which need to be taken into account.

- A crucial region with respect to global challenges

The Asia and Oceania region is currently at the heart of international value chains and, as such, plays a key role in globalization. Owing to its growing importance in global trade and investment, the region has become a significant stakeholder capable of influencing the

INCLUSIVE ASIAN INDO-PACIFIC REGION



